

## ELISABETH GUIGOU

Présidente de La Fondation pour le dialogue des cultures euro-méditerranéennes Ana Lindh ; Ancienne députée et présidente de la commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale, France

### Ali ASLAN

Et c'est pourquoi je suis ravi d'accueillir une ancienne membre du parlement français et membre de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale française. Elle est à l'heure actuelle présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures. Je suis ravi d'accueillir Elisabeth Guigou.

Richard et Steven ont tous deux fait allusion à la France, un pays très important et qui doit assumer sa place légitime, celle d'être l'un des dirigeants de l'UE si cette union à 28, et bientôt 27, doit fonctionner. C'est pourquoi je suis ravi et curieux d'entendre le point de vue d'une interlocutrice française, profondément immergée et expérimentée en matière de politique hexagonale, sur ce qui attend le pays.

### Elisabeth GUIGOU

Le marasme européen actuel que Steven a très bien décrit, le fait que les divisions prennent le dessus, la montée, spécialement en France, mais aussi partout en Europe, de l'euro-scepticisme, de l'euro-hostilité et la montée du populisme sont liés au fait que l'Union européenne s'est construite en tournant le dos au reste du monde et qu'elle n'a pas su faire face aux défis de la mondialisation. Elle s'est construite de façon nombriliste, sous la pression de la nécessité avec une priorité : la paix et la prospérité. En effet, c'était le plus urgent après deux guerres mondiales, après la tragédie de la Shoah.

C'est mon premier point, il ne faut jamais l'oublier : le grand mérite de l'Union européenne est d'être devenue synonyme de la paix et de la prospérité retrouvée avec les Trente Glorieuses entre 1945 et 1975. Mais il s'agissait uniquement de l'Europe occidentale, qui s'est construite à l'abri de deux protections : la protection américaine, pour sa sécurité, et le rideau de fer, frontière détestable, certes, mais protégée par l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord.

Centrée sur ses priorités internes, l'Union européenne n'a pas été capable de penser la sécurité européenne post-soviétique. Après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Union européenne a été dépassée par l'Histoire. La seule réponse a été l'élargissement aux Etats d'Europe centrale et orientale qui, bien sûr, s'imposait, mais qui n'a pas été vraiment bien géré politiquement. On a négocié surtout sur le marché unique, sur l'économie, parce que c'était le plus urgent pour les pays d'Europe centrale et orientale, et parce que c'était le cœur de la compétence de l'UE et ce que les négociateurs avaient l'habitude de faire. Mais nous n'avons pas assez parlé de valeurs, de solidarité, de relations avec les voisins de l'Est et du Sud et maintenant, on a ce problème : qu'est-ce qu'on partage ? Qu'est-ce que nous voulons faire ensemble ?

Surtout, l'UE s'est accommodée beaucoup trop facilement de l'effondrement de l'Union soviétique, sans imaginer ce que cela allait produire ensuite comme humiliation, comme conséquences en Russie.

Je considère qu'une bonne partie des problèmes européens actuels ou futurs de l'Union européenne viennent du fait qu'elle ne s'est pas tournée vers le monde extérieur. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas que l'Union européenne continue à se renforcer à l'intérieur, naturellement. L'Union monétaire doit encore être consolidée avec une union bancaire et une gouvernance renforcée par un ministre des Finances de la zone euro, un budget et une légitimité démocratique. Surtout, l'Union économique fiscale et sociale reste à faire.

Le président Macron est le premier président français depuis François Mitterrand – avec lequel j'ai travaillé pendant huit ans à l'Élysée et dont j'ai été la ministre des Affaires européennes, j'ai négocié Maastricht – à avoir mis l'Europe

au cœur de son projet, à avoir gagné l'élection présidentielle en enfonçant Madame Le Pen sur la question de l'Europe et de l'euro. De cela, nous lui sommes tous extrêmement reconnaissants. Sans doute que Madame Le Pen n'aurait pas été élue, mais si elle avait fait 42, 43 ou 45 % au lieu de 35 %, cela aurait été autre chose.

Emmanuel Macron a fait des propositions, parce qu'il comprend que l'Europe n'est pas naturelle. Pour l'Europe, il faut des initiatives, il faut du volontarisme, un brin d'utopie même, et en même temps, il faut du réalisme. Et ceux qui ont réussi – Delors, Kohl et Mitterrand, c'était ça : une vision, et en même temps le chemin pratique. Et maintenant, l'essentiel, en raison des défis qui se posent à l'Europe, c'est d'abord le défi de l'unité bien entendu. Steven l'a très bien dit, la question de l'immigration est devenue majeure. Mais la question de l'immigration, qu'est-ce que c'est ? C'est la question de la sécurité, de la lutte contre le terrorisme en Afrique. On voit que Boko Haram achète des gens pour presque rien. L'immigration, c'est une question de développement. L'immigration, c'est une question de développement soutenable : des emplois pour les jeunes, de l'éducation et de la formation, des services de santé. Et bien sûr, la lutte contre le réchauffement climatique.

Le principal problème stratégique de l'Europe aujourd'hui, c'est son voisinage à l'Est – quelle politique à l'égard de la Russie – et au Sud, vers le Sud méditerranéen et vers l'Afrique subsaharienne. Richard Burt a parfaitement raison de dire que, maintenant, il faut que nous prenions en main nos propres affaires. Nous n'avons pas fini de payer l'échec de la Communauté européenne de défense en 1954, il a fallu attendre quarante ans pour que l'Union européenne dise : « on pourrait peut-être avoir une ambition en matière de politique étrangère et de défense », c'est le traité de Maastricht. Aujourd'hui, nous n'avons plus le choix : le désengagement américain amorcé par Barack Obama et amplifié brutalement par Donald Trump met l'UE face à ses responsabilités.

Il me semble que nous devons surtout avoir une priorité stratégique absolue : l'Afrique et l'Europe arrimées, comme l'a dit récemment Emmanuel Macron. C'est l'Europe et l'Afrique, parce que nous devons affronter ces défis ensemble, sinon nous ne ferons qu'accentuer le repli, le refus de l'autre et la confrontation.

Un mot sur le Brexit. J'espère ardemment que le Royaume-Uni reviendra un jour dans l'Union européenne. Il est hors de question d'avoir en tête une quelconque punition. Un compromis sur les trois sujets du divorce se dessine, une longue négociation suivra sur les relations futures entre l'UE et le Royaume-Uni. C'est une mauvaise affaire pour l'Union européenne et une tragédie, à mon avis, pour le Royaume-Uni, dont on commence seulement à voir les effets. Dans ce désastre, il faut absolument préserver nos relations bilatérales et notamment notre coopération dans le domaine de la défense. Mais le Brexit est aussi une chance pour les Vingt-Sept, qui sont unis pour l'instant dans la négociation, de surmonter leurs divisions, de s'accorder sur leurs intérêts communs et de prendre en main leur destin dans le monde global. Une Union européenne qui regarde le monde et a la volonté de trouver des solutions communes sur la sécurité, la maîtrise des migrations, le développement durable. C'est cela qui fera reculer le populisme xénophobe et le repli mortifère et qui redonnera un espoir européen.

#### **Ali ASLAN**

Je vous remercie de nous donner le point de vue de la France, et de rappeler que, peut-être, le nouveau président pourrait mettre l'accent sur la contribution du pays à la construction européenne. Je vous remercie également pour votre plaidoyer passionné. Si on se concentre sur les obstacles et les problèmes quotidiens de l'UE, il est très facile d'oublier pourquoi l'UE a été fondée en premier lieu, et vous l'avez très bien rappelé, tout en l'inscrivant dans un contexte historique